UNE VISION FRANÇAISE DES GRANDS ENJEUX MONDIAUX

Hubert Vedrine

Une vision française des grands enjeux mondiaux

Mesdames et Messieurs, je voudrais d'abord remercier le Forum Suisse de Politique Internationale et le Consul Général de France à Genève qui ont eu l'idée de cette invitation comme l'Université de Genève qui nous accueille, les remercier de cette occasion qui m'est fournie aujourd'hui de me livrer à quelques réflexions devant vous sur le sujet que nous avons arrêté, ceux qui m'ont invité et moi-même, qui est une «vision française des grands enjeux mondiaux». Je le ferai dans une première partie avant de dialoguer avec la salle et de répondre à vos questions. J'ai choisi de ne pas passer en revue les sujets diplomatiques et les conflits, les problèmes, tels que vous les connaissez, tels qu'ils sont d'habitude répertoriés, pour m'arrêter sur quatre interrogations, qui recoupent et qui résument, je crois, beaucoup des questions du monde tel qu'il se présente. Je vous l'ai dit d'avance, la première question qui me paraît cruciale aujourd'hui est «Est-ce qu'il y a ou non une communauté internationale?» C'est un terme qui paraît admis, qu'on répète constamment, qui est pourtant contredit par la façon dont sont gérées certaines affaires, comme peut-être l'affaire irakienne. Y a-t-il une communauté internationale malgré ses imperfections ou est-ce qu'il y a finalement un pays qui décide de l'essentiel pour le monde? C'est la première grande question du moment. La deuxième question est «Peut-on réguler la mondialisation?». Etant donné que la mondialisation est essentiellement une dérégulation, est-ce qu'on peut réguler la dérégulation? La troisième question est « Y a-t-il ou non une guerre des civilisations?» Et la quatrième, «Est-ce que l'Europe sera au bout du compte une puissance ou simplement un espace?» Voilà quatre grands sujets qui me paraissent couvrir l'ensemble des questions qu'on peut se poser aujourd'hui. Je ne vais naturellement pas les épuiser parce que chacun d'entre eux mériterait une conférence en soi. Mais je vais me livrer à quelques réflexions en indiquant quelle est la vision française, quand cette vision française est consensuelle, et quand j'ai une approche un peu plus personnelle, je vous l'indiquerai. La première question englobe tout: cette communauté internationale, c'est ce dont on parle depuis très longtemps, s'agissant de quelques philosophes et utopistes et en tout cas depuis la fin de la première guerre mondiale, depuis la création de la Société des Nations. Société des Nations, Nations Unies, si on prend ces termes au pied de la lettre, c'est vraiment l'affirmation qu'il y a non plus sur la planète l'éternel affrontement de la force et des rivalités, comme depuis des siècles et des millénaires, mais une communauté à laquelle l'ensemble des êtres humains se sentent partie prenante. Qui dit communauté internationale, dit une expression, une organisation qui est censée être le Conseil de Sécurité. Il y a eu des hauts et des bas, puisque, dès après la création de l'ONU, ce système a été paralysé par la guerre froide, mais quand l'Union Soviétique s'est écroulée, il y a eu une vague d'espoir qui a submergé le monde, comme quoi cette communauté internationale était en train de se concrétiser. Vous vous rappelez des théories sur la fin de l'histoire, même si on a trop simplifié, schématisé la pensée de Fukuyama qui est plus sophistiquée que cela. C'était l'idée que les mêmes valeurs démocratiques, les mêmes principes, les mêmes codes, les mêmes mécanismes de résolution des conflits constituaient cette communauté. Le nouvel ordre international allait enfin advenir. On est obligé de constater quelques années après que cela ne s'est pas passé ainsi. D'abord parce que le consensus universel sur les fameuses valeurs est à la fois réel et sourdement contesté et, d'autre part parce qu'il y a un phénomène américain, un phénomène de puissance, ce que j'ai appelé il y a quelques années «l'hyper puissance», dans un esprit qui n'était d'ailleurs pas polémique: je cherchais simplement un mot qui soit moins archaïque et moins connoté «guerre froide» et militaire que super puissance,; je cherchais donc un mot nouveau pour définir cette puissance, sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Même Rome n'avait pas l'équivalent d'Hollywood, de la langue, de CNN et des universités; il y avait, à l'époque de Rome, des entités, des cultures qui vivaient de façon autonome, sans se préoccuper de se qui se passait à Rome, la Chine par exemple. C'est impossible dans le monde actuel. On a vu monter aux Etats-Unis, déjà d'ailleurs sous la présidence Clinton, même si Clinton donnait à cela le visage le plus souriant, aimable et séduisant possible, une vision très unilatérale comme quoi un pays qui a atteint un tel niveau de puissance et qui a un tel niveau de responsabilité ne peut pas prendre le risque de soumettre sa politique aux aléas de la concertation avec de nombreux autres, même des alliés, et évidemment ne pas laisser entamer sa souveraineté. C'est donc un pays souverainiste, qui pour des raisons de poids, de mission, de destinée, comme le disait mon amie Madeleine Albright, en parlant de «nation indispensable», a une approche différente, et qui en réalité contredit par son unilatéralisme, parfois sans le théoriser, mais parfois en le théorisant aussi, l'idée même d'une communauté internationale. Ce débat est à son paroxysme, en ce moment, parce qu'il est derrière la question irakienne. Comment peut-on traiter ce problème irakien, mais aussi qui décide, dans le monde? Aujourd'hui, ce n'est pas joué: il y a une sorte d'oscillation. La démarche américaine est unilatérale depuis le début puisque cette administration veut de toute façon renverser ce régime depuis qu'elle est arrivée au pouvoir aux Etats-Unis. Cela n'a pas de rapport avec le 11 septembre, c'était là avant; Le 11 septembre n'a fait que légitimer en quelque sorte et fait sauter les verrous. Cette administration hésite sur la procédure, essentiellement parce que l'opinion américaine est divisée, et même au bout de mois et de mois d'informations assénées comme vous le savez, l'opinion américaine reste partagée: il n'y a encore qu'à peine un tiers des Américains qui accepteraient aujourd'hui une action américaine seule. En revanche ils seraient très nombreux à la soutenir, plus des deux tiers, si c'était décidé dans le cadre des Nations Unies. Je pense que c'est l'état de cette opinion qui a amené cette administration à accepter, pendant un certain temps, de passer par le Conseil de Sécurité, tout en affirmant à chaque étape que cela n'entamait en rien sa liberté finale souveraine de décider. C'est une affaire très importante, parce que si, sur un sujet aussi considérable, ce pays, quels que soient ses mérites, je ne suis pas en train de discuter de ses mérites, si un seul pays, aussi considérable soit-il, peut imposer au reste du monde son agenda , ses priorités et finalement sa décision, cela frappe d'inanité presque tout ce que l'on raconte sur «la communauté internationale» en formation. Vous connaissez les visions françaises sur ce sujet, j'ai d'autant moins de mal à les exprimer devant vous qu'elles sont consensuelles et que je me sens en accord avec ce qui a été fait par le président Chirac à ce sujet et par la diplomatie française, une fois que les Etats-Unis ont décidé de passer par le Conseil de Sécurité. Je pense qu'il y a là une logique et que pour la pousser jusqu'à son point de cohérence il aurait fallu charger en amont le Conseil de Sécurité d'évaluer la réalité de la menace. Ensuite c'est son rôle de superviser le travail des inspecteurs, de tirer des conclusions sur leur travail, de recourir s'il le fallait, ce que je ne souhaite pas, mais il faut l'avoir à l'esprit, à la force en invoquant le chapitre VII, si on était devant une menace qui ne peut se réduire que par la force et donc par la guerre. Ce serait également au même Conseil de Sécurité d'encadrer et de déterminer ce que devrait être l'après-guerre. Ou l'après-sanction, si on était dans l'autre hypothèse où les inspecteurs auraient pu tout vérifier, et détruire ce qu'il y avait à détruire; ce serait alors au Conseil de Sécurité de vérifier si les conditions théoriquement posées aux résolutions votées après la première guerre du Golfe étaient réunies: et de surmonter le dilemme d'avoir à lever les sanctions contre le régime d'un Saddam Hussein toujours là mais dont on ne voudrait pas pour autant qu'il reprenne les pratiques que l'on connaît, par exemple envers les Kurdes qui sont de facto protégés depuis quelques années. Cette sortie de crise, dans les deux hypothèses, et pas uniquement dans l'hypothèse de la guerre, dans l'hypothèse également de la non-guerre et de la levée des sanctions,, c'est à la communauté internationale, même si elle est encore plus une aspiration qu'une réalité, c'est au Conseil de Sécurité, quelles que soient ses imperfections, de le gérer. La vision française est là-dessus claire. J'ajoute que, si on veut que le système international multilatéral, la communauté internationale, le Conseil de Sécurité, si on veut que ce projet, survive à cette épreuve, il faut le réformer. Il faut rappeler que depuis des années, un certain nombre de pays, dont la France, proposent une réforme du Conseil de Sécurité car celui-ci n'est plus assez représentatif du monde actuel, il l'a été il y a longtemps, mais il devrait être élargi à d'autres pays importants, comme l'Inde, le Japon, l'Allemagne, mais aussi à un pays africain, à un pays latino-américain, et j'ajoute aussi à un pays arabe. Car si on raisonne par continent, il n'y aurait pas de représentation arabe. Il est indispensable, si on veut pouvoir s'opposer efficacement à la tentation unilatéraliste des Etats-Unis, plus forts que jamais si on veut le canaliser, de disposer d'un système multilatéral véritable, tout à fait crédible et légitime. Le deuxième point qui se rattache un peu au premier, je le formulerai de façon iconoclaste: c'est l'affaire de la régulation. Cette mondialisation, on pourrait la faire remonter aux vikings ou à l'invention de la boussole mais, enfin, nous parlons de la mondialisation récente et de celle qui s'est développée au cours de la dernière décennie, qui coïncide avec le monde global, la fin de l'Union Soviétique. On voit, notamment dans les pays d'Europe, qui sont attachés à un certain équilibre entre liberté, initiative, responsabilité, à la protection de cet équilibre, qui est assez typiquement européen, qu'on ne retrouve pas ailleurs et ni aux Etats-Unis ni dans les autres parties du monde, on voit se développer un discours de compensation: pour se rassurer, on dit que la mondialisation a des aspects positifs mais aussi négatifs, qu'elle est enrichissante mais aussi déstructurante. Elle a des aspects négatifs, tout le monde n'en profite pas, c'est un euphémisme. Nous allons donc l'améliorer, l'humaniser, la «réguler». Or une des grandes questions du monde, c'est qu'en dépit des efforts considérables déployés à l'intérieur de très nombreuses organisations, celles du système des Nations Unies mais beaucoup l'OMC, en dépit des efforts de beaucoup de gouvernements, on n'a pas, en tout cas aux yeux des opinions publiques et des électeurs, apporté la preuve depuis 10 ou 15 ans qu'on arrivait véritablement à encadrer cette mondialisation. Elle est tellement puissante, c'est une énergie tellement sauvage, une espèce d'énergie tellurique qui balaye tout, qu'on a plutôt l'impression qu'elle façonne les situations politiques, économiques et sociales partout dans le monde et qu'il faut, s'adapter ou être cruellement marginalisé; s'adapter ou disparaître et il y a un discours politicien lénifiant, pour panser les plaies, et rassurer. Mais il ne débouche pas véritablement sur des résultats tangibles. Donc réguler la mondialisation, c'est un «oximore», ce serait réguler la dérégulation. La mondialisation c'est s'affranchir des règles et des murs, c'est une dé-compartimentation. J'ai dû faire moi-même, vous l'imaginez bien, pendant toutes ces années, bien des discours sur l'humanisation de la mondialisation. Il ne m'est jamais arrivé une seule fois, la plume à la main, d'écrire la dessus sans me demander: est-ce que je peux dire cela, est ce que c'est vraiment crédible? Qui va croire qu'en préconisant sans arrêt de nouvelles organisations, qui d'ailleurs ne voient pas le jour, ou en signant des textes qui sont peu appliqués, est ce que cette fuite en avant dans la fabrication de normes de papier, une sorte de vision du monde d'un juridisme abstrait, quelle la prise cela aura sur le monde, sur la réalité des choses? Je me suis interrogé en tant que ministre sur ce décalage et donc sur la crédibilité de ce propos même si naturellement j'aspire comme tous les responsables français ou comme tous les Européens à l'idée d'une mondialisation encadrée et canalisée. J'ai toujours eu le sentiment que le rapport de forces était difficile, et que nous manquions de point d'appui pour le levier de la régulation, tout simplement parce qu'il y a dans le monde actuel des forces colossales qui veulent continuer la dérégulation et refusent l'édification de règles. Il y a des pays qui sont contre des nouvelles règles. Il y a des forces économiques considérables qui sont contre toutes ces nouvelles règles, il y a l'économie normale, légale mais il y aussi une économie souterraine et dans certains cas criminelle, qui est évidemment opposée à toute forme d'encadrement. Que peut on faire qui soit véritablement crédible? Je ne crois pas qu'on ait encore trouvé la bonne réponse. Je passe maintenant à une autre interrogation pour laquelle j'ai peut-être un point de vue un peu plus personnel que ce que l'on entend, je ne peux donc pas dire que j'exprime un point de vue français classique, estampillé: c'est la question du conflit des civilisations. Cette affaire n'est réapparue qu'après la fin de la guerre froide, parce que le XXème siècle a été occupé à tout à fait autre chose. La guerre froide, qui a commencé en fait, pourrait-on dire avec la prise de pouvoir par les bolcheviques en 1917, s'est développée davantage après 1945 et a duré jusqu'en 1991. Le XXème siècle a donc été occupé par d'autres enjeux, d'autres concepts. Occultée, cette affaire des civilisations n'est réapparue sous la plume de Huntington que pour s'opposer à la présentation trop simplificatrice de Fukuyama au moment où l'Union Soviétique s'effondre: avec la chute du mur, la fin de l'URSS, 89, 91, se répand partout la croyance que le système occidental a gagné, que l'économie de marché va s'étendre partout, sans problème, que les valeurs universelles de la démocratie telles que les occidentaux l'ont définie sont acquises partout, que tout cela n'est plus contestable; Huntington reprend cette analyse en répliquant: non, le monde est faussement unifié, en réalité il y a encore des différences tout à fait considérables même si les institutions peuvent se ressembler. Le monde reste divisé en sept ou huit grandes civilisations. Cette théorie a été en général accueillie par des réactions inquiètes, voire indignées, comme remettant en cause cette vision d'une humanité harmonisée et normalisée dans son universalisme, et elle a été très contestée. Encore maintenant, la réaction la plus fréquente est d'écarter cette théorie, de s'en indigner, de s'en offusquer, en disant que c'est faux, ou choquant, ou dangereux. Mais on confond le pronostic et la recommandation. Le professeur Huntington n'a jamais recommandé la guerre des civilisations. Il a simplement dit que les conflits à l'avenir auraient plutôt lieu entre des civilisations qu'entre des systèmes comme le capitalisme et le communisme ou qu'entre des nations au sens classique. A ce sujet, je ne partage pas la réaction habituelle, celle qui consiste à dire: cela n'existe pas, nous partageons les mêmes valeurs, de toute façon il y a le dialogue des civilisations, etc., A force de travailler sur cette question et de parcourir le monde, je ne pense pas qu'il faille s'indigner de la théorie ou avoir peur. Je pense que nous sommes déjà dans ce «clash» des civilisations. Je pense que le fossé s'est re-creusé ces dernières années, entre ce que l'on pourrait appeler globalement les occidentaux; Dans toutes les grandes conférences des Nations Unies, on s'aperçoit que l'analyse des situations et des institutions internationales, la lecture de l'histoire comme dans l'affaire de l'esclavage, par exemple, cela n'oppose pas le Nord et le Sud, cela ne veut rien dire Nord-Sud, mais osons le dire, les occidentaux et les autres. C'est désolant, c'est une régression, mais c'est là. Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'il y a depuis très longtemps un problème islam/occident, qui ne remonte pas au 11 septembre, problème beaucoup plus ancien que l'affaire est/ouest (qui n'aura duré finalement que quelques décennies, simple battement de paupières à l'échelle de l'histoire humaine alors que la question islam/occident remonte soit à la conquête arabe, soit au début des croisades en 1066, à mille ans en fait du point de vue arabo-musulman, cela n'a en fait jamais cessé. On peut adopter un point de vue ou l'autre, on peut dire: non, tout cela n'est que fadaise, ce sont de vieilles histoires dépassées, et on peut décider de se fier à ces nombreuses personnalités arabo-musulmanes, multiculturelles, ouvertes, modernes, ainsi qu'aux aimables discours occidentaux sur le dialogue des civilisations, les messages pendant le ramadan, toutes ces choses: croire que tout est pacifié, qu'on va vers une convergence. Je pense au contraire qu'il y a une incompréhension islam/occident qui reste enracinée, qui demeure vivace, qui est périodiquement réactivée par tel ou tel évènement, dans un sens ou dans l'autre, et qu'en dépit des discours faits pour contenir ce problème, pour qu'il n'explose pas sous nos pieds, le divorce reste quand même très profond. Il y a au sein du monde arabo-musulman, comme du monde occidental, des forces qui alimentent ce clash, ce conflit. Certaines sont délibérées. Quand on regarde la stratégie des islamistes extrémistes d'Al Qaida, c'est tout à fait clair, il y a un calcul, même si leur premier objectif, ce sont les régimes arabes censés être corrompus, censés avoir trahi l'islam, etc. Mais quand ils s'en prennent à l'occident, on retrouve un discours en boucle, le même depuis des siècles; c'est bien une stratégie délibérée. Mais dans le monde occidental aussi, aux Etats-Unis et même en Europe, déjà avant le 11 septembre, mais encore plus après, on voit se re-développer des discours, qui en dépit de quelques précautions oratoires, sont des amalgames, dans lesquels on glisse insensiblement de terroriste à islamiste et à musulman. Soit par calcul, avec la volonté d'en découdre, soit par ignorance, car c'est aussi un choc d'ignorances, ce fameux choc des civilisations, qu'elles qu'en soient les motivations, c'est une erreur, c'est une politique de l'autruche que de prétendre que cela n'existe pas ce choc, que ce problème ne se pose pas. Surtout dans un contexte où il n'y a plus de processus de paix au Proche Orient, et où finalement ce sont ceux qui étaient contre tout processus de paix pour des raisons différentes, ce sont ceux là qui l'ont emporté; le processus de paix est aujourd'hui, au minimum à l'abandon et même systématiquement torpillé. Tout cela a affecté de façon compliquée, à double tranchant, et dans le monde occidental et dans le monde arabo-musulman, le regard de l'un sur l'autre. Parmi les grands problèmes du monde, je considère que l'on ne peut pas écarter ce clash des civilisations et qu'il faut plutôt avoir le courage de prendre à bras le corps ce problème et de voir comment on peut en sortir. Comment en sortir, plutôt que de s'indigner vainement du concept .Cela serait plutôt mon approche. J'ai insisté sur la question islam/occident mais il y a d'autres remarques à faire sur le rapport des occidentaux à l'ensemble des autres à propos de la question de la démocratisation. Autant il est évident que l'ensemble des êtres humains ont le même désir et la même vocation à vivre dans la démocratie, et donc qu'il n'y a pas à rouvrir un débat sur le relativisme, autant on sous estime aujourd'hui la question du rythme: les occidentaux qui vivent aujourd'hui dans des démocraties assez remarquables mais après des siècles de combats, de tâtonnements, des avancées, des reculs, après être passés par des moments pénibles et cruels, les occidentaux d'aujourd'hui ont oublié leur propre histoire. Ils ne savent plus par quelles étapes ils sont passés, et donc ne savent pas trop quoi dire d'utile aux peuples qui ne sont pas encore dans la même situation démocratique. La seule chose qu'ils sachent dire c'est «adoptez notre démocratie» et cela du jour au lendemain! Or bien sûr aucun des pays occidentaux devenu démocratique au bout de 100, 200 ou 300 ans n'a adopté d'emblée son système démocratique d'aujourd'hui. De ce fait, le dialogue tourne un peu court avec tous ces pays dans le monde qui veulent devenir démocratiques mais qui sont obligés de passer par des progrès économiques, sociaux, d'enseignement etc.... Quand on agit depuis des pays vraiment démocratiques, même s'il y a encore des choses à perfectionner, qu'est-ce qu'on peut faire de vraiment utile pour renforcer, accélérer, enraciner la démocratisation chez les autres? Avec une difficulté supplémentaire: dans nos pays, cette démocratisation ne s'est pas faite sous l'injonction de martiens. Dans les pays européens ou occidentaux, la démocratie est venue de l'intérieur, elle s'est construite historiquement par le jeu des forces sociales, le jeu des idées et le jeu de la construction politique. Comment démocratiser les autres, de l'extérieur. Malgré des milliers de textes normatifs et des centaines de milliers de discours, c'est une question qui n'est pas très bien résolue. Dernière interrogation clé pour le monde actuel: Est ce que l'Europe sera une puissance ou un simple espace? Ce ne serait déjà pas mal d'ailleurs, si on avait un espace européen voire paneuropéen, de stabilité, de croissance et de démocratie. C'est déjà extraordinaire par rapport à ce que c'était pendant des siècles. Mais évidemment, c'est très en deçà de l'ambition européenne telle qu'elle a été portée par les fondateurs de l'Europe, et depuis par beaucoup de grands dirigeants politiques et par quelques pays, en particulier par la France. Pas par la France seule mais beaucoup par la France. Et aujourd'hui beaucoup de Français espérant retrouver demain, à travers la puissance de l'Europe, une puissance qui était celle de la France, il y a une sorte de transfert qui s'accomplit dans l'attente par rapport à une Europe-Puissance. Mais cela se heurte à des contradictions nombreuses: d'abord en Europe, il y a un certain nombre de pays qui après 1945 ont tourné le dos à toute idée de puissance et parce qu'ils se sont dit c'est la politique de puissance qui a conduit à la première guerre mondiale, puis à la seconde, donc c'est intrinsèquement mauvais, on ne peut pas revenir à cela, il faut s'en libérer complètement, nous allons avoir une approche différente et traiter les problèmes du monde à travers l'ONU, la coopération, les sociétés civiles, les ONG, l'aide au développement, la gestion civile des crises, etc. C'est un courant de pensée qui est très fort, dans l'Europe d'aujourd'hui. Il y a quelques autres pays qui pensent qu'une politique de puissance reste nécessaire mais que ce sont les Etats-Unis qui doivent s'en charger. Et les pays d'Europe qui pensent cela, voient d'un mauvais œil les autres pays d'Europe qui ont gardé une vraie politique étrangère globale et qui n'ont pas rompu avec cette idée de puissance, tout en espérant qu'elle puisse un jour être exercée au niveau de l'Europe. La France et la Grande-Bretagne ne tombent pas sous le coup de ce que j'ai décrit. Elles croient toujours à la nécessité d'une politique étrangère globale. Elles voient bien que tout ne peut pas se traiter dans le monde de façon aussi ingénue que le souhaiteraient les Européens d'aujourd'hui, mais elles voudraient à la fois préserver leur identité, leur politique, réussir à les combiner et que cela devienne la politique de puissance de toute l'Europe de demain, mais cela se heurte à leur divergence. Il y a là un casse-tête, il faut le reconnaître, parce que les plus ambitieux pour l'Europe, par exemple en France, ceux qui voudraient une Europe-Puissance, voudraient en même temps adopter des institutions européennes, plus fédéralistes, ou avec plus de votes à la majorité, alors que ces idées d'Europe puissance là ne sont pas majoritaires. Il y a donc une contradiction à surmonter, et c'est pour cela que vous voyez la recherche d'une plus grande convergence intellectuelle au sein des Européens sur ce que doit faire l'Europe dans le monde: Europe-Puissance, pour quoi faire? Comment va-t-elle utiliser sa puissance par rapport à la mondialisation, à toute une série de crises, à l'environnement, etc ..? Comment arriver à faire converger les conceptions, les mentalités entre européens et, ensuite quel système institutionnel adopter qui permette à cette pensée de s'exprimer, de devenir une politique européenne? Mais le préalable qu'on pouvait croire réglé ne l'est pas: le choix entre Europe-puissance et Europe-espace. Ce n'est pas un choix clair et simple, c'est net, c'est l'ensemble des peuples en interaction, leurs gouvernements, qui décideront. A ce stade on ne peut pas être sûr de l'issue. Je suis très Français: à ce titre, je suis évidemment favorable à une Europe-Puissance, je suis sûr qu'elle serait utile au monde et je pense qu'elle a été suffisamment instruite par son passé et par les erreurs commises collectivement pour ne pas retomber dans de tels errements. Par conséquent, ce qu'elle apporterait au monde serait très certainement bénéfique, équilibrant. Ce serait une très bonne chose pour les Etats-Unis d'avoir en face d'eux un vrai partenaire; Ils ne le souhaitent pas, ils ne recherchent pas de partenaire aujourd'hui, ce n'est pas leur approche mais si un vrai partenaire s'imoosait, comme ils sont réalistes, au bout du compte ils s'en accommoderaient, «ils feraient avec». L'équilibre du monde en serait meilleur, on aurait là le début d'un système plus multipolaire, d'une dialectique intéressante. Mais il y a la question de l'élargissement, et ce qui en découle. Cette question est largement numérique. Les pays qui vont entrer apportent énormément sur le plan de la richesse et de la diversité culturelles, sur le plan humain, et du développement économique. A ce point de vue, il n'y a pas à être inquiets, c'est un plus et c'est formidable que l'Europe, non pas se réunifie, expression impropre, parce qu'elle n'a jamais été unifiée, mais s'unifie; Transformer ce mouvement en mécanisme de puissance n'est pas évident sur le plan politique. Quel projet politique?. Fonctionnement institutionnel? Cela supposerait qu'il y ait accord sur ce que doit être l'Europe dans le monde qui vient, puissance ou non? La cohésion s'établit d'abord dans des petits noyaux. L'Europe à 6 était cohérente, l'élargissement à 9 l'a changé mais pas ceux à 10 ni à 12 non plus. Curieusement, entre 12 et 15, une sorte de déstabilisation du système est apparue, non pas du fait de tel ou tel pays mais par une complication exponentielle numérique, alors même que les pays qui sont rentrés étaient, incontestablement, européens. Dans l'Union à quinze, on a vu le système européen se déstabiliser un peu, les leadership devenir moins clairs, les coalitions plus instables, les références communes moins fortes. Un mécanisme se met alors en marche, une machine intellectuelle et politique qui recrée de la cohésion; les Européens négocient en permanence ensemble. Par ailleurs des pays qui ne sont pas membres de l'Union Européenne, mais étant à côté, avec mille liens avec elle - je pense évidemment à la Suisse, puisque je suis à Genève - sont pris dans le même mouvement d'idées et parviennent presque à la même vision des choses. Cela va-t-il se produire à 25? Question à la fois intéressante et vaine parce que de toutes façons, cet élargissement est incontestable, il s'impose à nous, historiquement, moralement, politiquement; Selon le traité de Rome l'Europe est ouverte aux pays démocratiques d'Europe, il n'y a donc pas d'argument pour refuser des candidats, quand ils sont évidemment européens, quand ils sont démocratiques et quand ils ont achevé leur processus de préparation. Mais quel sera le degré d'accord, de cohésion au sein de cette Union élargie? Je ne pense pas qu'on puisse trancher ce problème miraculeusement par un mécanisme institutionnel génial qui ferait que les Européens dans leur extrême diversité exprimeraient automatiquement la vision de l'Europe telle que les Français la rêvent, c'est-à-dire l'Europe-Puissance. Il y a encore un certain temps devant nous pour que se recrée dans cette union maintenant à 25, en attendant plus - cela peut monter jusqu'à 10 de plus, sans même parler du cas différent de la Turquie, si on pense à tous les pays européens, Balkans ou autres qui ne sont pas encore dans l'Union -, une cohérence, une harmonie des points de vue et des projets. C'est pour cela que je dis qu'il n'est pas assurément inscrit dans les astres que l'Europe deviendra une puissance. Ce sera au moins un grand espace de stabilité politique et économique. La puissance, c'est autre chose et cette question reste ouverte, même si il manquerait cruellement quelque chose à l'ensemble du monde si l'Europe ne réussissait pas cette transformation. Il peut y avoir des scénarios de crise européenne pire encore, une hypothèse qu'on appellerait «Babel», mais qui ne sont pas très plausibles, heureusement. Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques réflexions. Si je n'ai pas décliné les conflits actuels que vous avez en tête, je suis prêt à en parler plus précisément maintenant avec vous si cela vous intéresse, mais je pense que le monde dans lequel nous allons vivre dans les prochaines décennies dépend largement de la réponse qui va être apportée à ces quatre questions. Si oui, toutes les espérances qui ont été nourries depuis le début de ce terrible XXème siècle seront concrétisées; l'humanité disposera collectivement d'instruments de maîtrise de son propre destin et pourra conjurer les périls qui la menacent. Sinon, si l'on n'arrive pas à trouver la bonne réponse sur chacun de ces points, on restera dans l'histoire de toujours, telle qu'elle se poursuit depuis la nuit des temps, même depuis des périodes dont on n'a pas gardé le souvenir: une suite chaotique, avec des bons moments puis des moments affreux, des espérances, des découragements, et l'impression de repartir toujours à zéro. Certains veulent croire que tout est acquis, consolidé, tranquille. Je pense au contraire qu'il vaut mieux se poser les questions les plus graves, même si on doit penser après coup qu'on a été trop inquiet sur tel ou tel point et qu'on a trouvé une solution. Il vaut mieux avoir cette exigence de lucidité, de clarté et donc d'action plutôt que de s'endormir dans l'idée que la communauté internationale est déjà là.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net

Homepage > Publications > Une vision française des grands enjeux mondiaux

20/01/2003